



Mis en ligne le  
26 JUIN 2023

Service Urbanisme/ Foncier  
RH

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES  
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**Objet : Signature d'un renouvellement d'une convention d'occupation précaire entre la commune de Choisy-le-Roi et**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22 et L 2122.23,

Vu la délibération n° 21.020 en date 10 février 2021 déléguant au Maire les attributions prévues aux articles L 2122.22 et L 2122.23 sus-visés,

Vu la convention de portage foncier sur le secteur du Lugo signée entre l'EPFIF et la ville le 1er septembre 2009 et modifiée par avenant le 28 novembre 2011,

Vu la convention de mise à disposition entre l'EPFIF et la ville de Choisy-le-Roi signée le 8 novembre 2013, modifiée par avenant le 21 août 2014, le 21 juillet 2020 et le 5 octobre 2022,

Vu la convention d'occupation précaire et temporaire établie entre la commune de Choisy-le-Roi et

**D É C I D E**

**Article 1 :** De signer un renouvellement de convention d'occupation précaire et temporaire avec pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> août 2023 jusqu'au 31 janvier 2024, pour un pavillon situé au 8 voie des Roses à Choisy-le-Roi (94600)

**Article 2 :** L'occupation des locaux se fera sous les mêmes conditions d'occupation mentionnées dans la convention, moyennant une redevance mensuelle de 800 € TTC/ mois.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Responsable SGC d'Orly, comptable public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne et Madame la Responsable SGC d'Orly, comptable public.

**Article 4 :** La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine séance et publiée sur le site internet de la commune [www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr).

**Article 5 :** La présente convention peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification et/ou de sa publication. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 17 juillet 2023

Le Maire,